

Berthet Liogier Caulfuty

urbanistes - ingénieurs VRD - géomètres-experts
paysagistes - environnementalistes
experts en économie immobilière et foncière
CRÉATEURS DE LIBERTÉ, DEPUIS 1956



DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES

VAL DE SAONE CHALARONNE

ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
USEES

SAINT ETIENNE SUR CHALARONNE

Dossier pour mise à Enquête publique

<p>Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour</p> <p>Le Président de la Communauté de Communes Val de Saône Chalaronne,</p>	<p>Projet arrêté le :</p>	<p>Pour copie conforme</p>
--	---------------------------	----------------------------

BERTHET LIOGIER CAULFUTY

41, boulevard Voltaire – 01000 Bourg-en-Bresse– Tel : 04.74.21.99.80 – Fax : 04.74.21.87.58

Email : blc.contact@blc-ge.com

SOMMAIRE

I- PREAMBULE	3
II- JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS	3
III- OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION	4
IV- ETAT DES LIEUX.....	5
V- REVISION DU ZONAGE EXISTANT.....	7
VI- PRESENTATION DU NOUVEAU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	10
VII- CONTRAINTES REGLEMENTAIRES LIEES AU ZONAGE	10
VIII- ANNEXES	11

I- PREAMBULE

Les articles L.2224.8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 imposent aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif (A.N.C.). Le zonage d'assainissement définit également le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone et plus particulièrement les filières de traitements en A.N.C.

Pour ce faire, la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne s'est dotée d'un zonage d'assainissement par délibération du conseil municipal en date du 23 avril 2004 approuvant le plan de zonage et le rapport d'étude établi par le bureau d'étude SAUNIER Environnement.

Depuis, la compétence relative à l'assainissement collectif et non-collectif a été transférée à la Communauté de Communes « Val de Saône Chalaronne » qui a procédé à une mise à jour du zonage d'assainissement de la commune approuvé par une délibération en date du 31 mai 2010 (étude SAFEGE).

La commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme le 9 juillet 2010. En date du 28 novembre 2014, le conseil municipal a arrêté le projet de PLU qui est actuellement en cours de consultation auprès des personnes publiques associées.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes « Val de Saône Chalaronne » souhaite mettre à jour le zonage d'assainissement.

II- JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS

La principale justification de la mise à jour du zonage d'assainissement est la mise en cohérence avec le zonage du nouveau Plan Local d'Urbanisme de la commune.

L'actualisation du zonage d'assainissement porte essentiellement sur l'intégration de parcelles construites depuis 2010 et dont les habitations ont été raccordées au réseau d'assainissement collectif et, à la marge, de parties de parcelles sur lesquelles les constructions étaient déjà raccordées. La mise à jour intègre

également le déclassement des zones du PLU anciennement constructibles en zone agricole ou naturelle.

De plus, le nouveau zonage d'assainissement reprend les projets d'extension du réseau existant pour le raccordement des constructions existantes sur les hameaux de « Corcelles », « Prés du Bourg » et « Collonges ».

Seul le plan de zonage du dossier de zonage d'assainissement est modifié suite à la présente actualisation. Cette notice complète le rapport initial et la notice explicative de 2010.

III- OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION

L'étude de zonage d'assainissement des eaux usées vise plusieurs objectifs :

Objectifs techniques :

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future ;
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière ;
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires ;
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchi en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

Objectifs de développement et d'orientations :

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement ;
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

Objectifs règlementaires :

- Le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de la loi sur l'Eau, qui impose la réalisation du zonage d'assainissement.

Après approbation du projet de zonage, il sera soumis à enquête publique puis approuvé par la Communauté de Communes.

IV- ETAT DES LIEUX

La commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne dispose d'un réseau collectif d'assainissement d'eaux usées large qui permet le raccordement de la plupart des hameaux. Les effluents sont traités par la station d'épuration communale, située à l'Ouest du Bourg.

La compétence pour l'assainissement collectif sur la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne est du ressort de la Communauté de Communes « Val de Saône Chalaronne ».

1) Assainissement collectif

La station d'épuration communale a été construite en 1998. Le traitement des eaux usées est de type « boues activées » avec aération prolongée. Les boues sont valorisées sur les terres agricoles selon un plan d'épandage. Sa capacité nominale est de 1000 Equivalents Habitants (EH), soit une capacité nominale hydraulique de 150 m³ par jour et une capacité nominale organique de 60Kg de DBO par jour.

Depuis 2010, environ une quinzaine de nouvelles habitations ont été construites et raccordées au réseau collectif.

Les travaux d'extension du réseau prévus au plan de zonage d'assainissement de 2010 pour le secteur « Collonge » et les hameaux « Le Maroc », « Prés du Bourg » et « Corcelles » n'ont pas été réalisés.

D'après les données de la Communauté de Communes, la station communale recevrait, en 2013, un débit de 158 m³ d'effluents par jour, soit 105% de sa capacité nominale pour une charge de 22 Kg de DBO par jour, soit 36% de sa capacité nominale. La charge organique traitée par la station communale correspond à une pollution de 367 EH. La capacité résiduelle de la station est donc évaluée à 633 EH pour ce qui est de la charge organique.

Sur une base d'un volume de 120 litres par EH et par jour, le volume à traiter pour 367 EH est estimé à 44 m³. Les chiffres de 2013 (158 m³) sont nettement supérieurs et font apparaître une problématique d'eaux parasites.

COLLECTIVITE	
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes « Val de Saône – Chalaronne »
Exploitant	Société de Distribution d'Eau Intercommunale (SDEI)
STATION D'EPURATION	
Station	Saint-Etienne-sur-Chalaronne
Capacité	1000 Equivalents Habitants
Milieu récepteur	La Chalaronne
TRAITEMENTS APPLIQUES	
Eaux usées	Boues activées – Aération prolongée
Boues	Valorisation agricole
COMMUNES ET INDUSTRIES CONNECTEES	
Communes	Commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne
Industries	

2) Assainissement autonome

Les préconisations concernant l'assainissement non collectif du zonage d'assainissement actuel ne sont pas modifiées.

V- MISE A JOUR DU ZONAGE EXISTANT

Le modèle de croissance du PLU prévoit un gain d'environ 230 habitants d'ici l'horizon 2030, ainsi qu'une petite extension de la zone d'activités existante, de l'ordre de 8000 m². En estimant la charge issue d'une zone d'activités ou commerciale à 1Kg de DBO par hectare et sur la base d'un EH pour 0.06Kg de DBO par habitant et par jour, l'extension de 8000 m² représente une pollution estimée à 14 EH. Le modèle de croissance du PLU représente donc une augmentation de la charge organique à traiter, à l'horizon 2030, estimée à 244 EH. Sur la base d'un rejet à traiter de 120 litres par habitat et par jour pour une charge organique de 60g par habitant et par jour, ces 244 EH représentent un volume supplémentaire d'environ 29 m³ et de 15 Kg de DBO par jour.

La capacité résiduelle de la station d'épuration communale (633 EH) est donc suffisante pour absorber l'augmentation de la charge organique prévisible à l'horizon 2030.

La présence d'eaux parasites reste une problématique dont la Communauté de Communes est consciente. L'augmentation des habitations raccordées au réseau collectif et donc du volume d'effluents à traiter restera néanmoins progressive en fonction des prévisions modérées de la croissance démographique. En parallèle, la Communauté de Communes envisage de réaliser un diagnostic du réseau et les travaux nécessaires pour réduire l'apport de ces eaux parasites. Le projet de raccordement de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne vers la nouvelle station d'épuration intercommunale de Thoissey-Mogneneins a également été évoqué. Toutefois, aucun de ces projets n'a été validé, à ce jour, par le conseil communautaire.

Les travaux prévus au plan de zonage d'assainissement de 2010 pour le raccordement du secteur « Collonge » et les hameaux « Le Maroc », « Prés du Bourg » et « Corcelles » n'ont pas été réalisés.

Néanmoins, le hameau « Le Maroc » (3 habitations) sera prochainement relié au réseau collectif (le marché des travaux a récemment été attribué). Ce hameau est donc dès à présent intégré au zonage d'assainissement collectif.

Les autres projets d'extension du réseau d'assainissement collectif aux hameaux de « Collonge », « Prés du Bourg » et « Corcelles » prévus en 2010 sont maintenus. Les travaux sont programmés à l'échéance de 2030.

Les modifications apportées au plan de zonage d'assainissement dans le cadre de la mise en conformité avec le nouveau plan de zonage du PLU sont limitées.

Ce sont principalement des mises à jour concernant des habitations construites depuis 2010 et raccordées au réseau d'assainissement collectif (lieux-dits « Au Moyne », « Saint-Blaise », « La Botte », « Le Bourg » et « Ville-Solier »).

Les modifications concernent également des adaptations à la marge pour inclurent l'intégralité de parcelles déjà construites et pour parties classées en assainissement collectif dans le nouveau zonage d'assainissement.

Enfin, le nouveau plan de zonage d'assainissement intègre le retour à l'assainissement non collectif pour les zones anciennement constructibles et classées en zones agricole ou naturelle au nouveau PLU. Néanmoins, les constructions actuellement raccordées au réseau d'assainissement collectif et qui dépendent de zones agricoles ou naturelles sont maintenues en assainissement collectif.

Tableau de synthèse des modifications apportées au plan de zonage

Justification	Localisation	Secteurs classés en assainissement collectif	Secteurs déclassés en assainissement non collectif	Secteurs classés en assainissement collectif futur
Travaux d'extension du réseau en cours	« Le Maroc »	X		
Travaux d'extension du réseau projetés à l'horizon 2030	« Collonge »			X
	« Prés du Bourg »			X
	« Corcelles »			X
Secteurs déclassés en zone naturelle ou agricole	« Collonge »		X	
	« Aux Froidures »		X	
	« Au Moyne »		X	
	« Graboz »		X	
	« Le Bourg »		X	
	« La Botte »		X	
	« A l'Etang »		X	
	« Ville-Solier »		X	
Constructions réalisées depuis 2009 et raccordées au réseau collectif	« Au Moyne »	X		
	« Saint-Blaise »	X		
	« La Botte »	X		
	« Le Bourg »	X		
	« Ville-Solier »	X		

VI- PRESENTATION DU NOUVEAU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le nouveau zonage comprend trois zones distinctes :

- 1.** Une zone d'assainissement collectif en situation actuelle pour les parcelles déjà raccordées ou raccordables à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.
- 2.** Une zone d'assainissement collectif en situation future pour les parcelles raccordables sous conditions de réalisation de travaux (réseaux à créer pour constructions existantes et futures constructions). Ces travaux d'extension sont programmés à l'échéance 2030.
- 3.** Une zone d'assainissement non collectif pour les constructions existantes et futures constructions. Les travaux liés à la mise en place de l'assainissement non collectif étant à la charge des particuliers.

Remarque : Les secteurs qui ne sont pas dans l'un de ces trois zonages sont de facto situés dans une zone d'assainissement non collectif (parcelles agricoles, espaces naturels...).

VII- CONTRAINTES REGLEMENTAIRES LIEES AU ZONAGE

Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif ou non collectif a pour effet de déterminer le mode d'assainissement, les contraintes techniques et les taxes qui seront appliqués aux constructions existantes et aux futures constructions (redevance d'assainissement, branchements, contrôle ANC...).

Pour les secteurs qui sont rattachés ou qui sont potentiellement raccordables après travaux aux zones d'assainissement collectif, la station d'épuration existante assure une bonne épuration et ses rejets au milieu récepteur sont conformes à la réglementation en vigueur.

Pour les secteurs qui sont rattachés aux zones d'assainissement non collectif, le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone a été étudié en 2003 par la réalisation de sondages de sols. Ces études de sols sont toujours valables et ne sont pas remises en question. Les préconisations du rapport de 2010 relatives au contrôle et à l'entretien des installations d'assainissement autonome restent applicables.

Concernant le choix de la filière de traitement en A.N.C., il convient de préciser que la mise sur le marché de micro-stations individuelles a considérablement élargi la liste des filières agréées. Pour connaître les filières agréées, le pétitionnaire peut consulter le site du Ministère de l'Ecologie, du développement Durable et de l'Energie :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/dispositifs-de-traitement-agrees> ;

ou le service instructeur qui étudie les demandes d'installation d'une filière d'assainissement non collectif (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

VIII- ANNEXES

- Plan du zonage d'assainissement du 25 février 2015 au 1/2500^e ;
- Plan des réseaux (SAFEGE du 26-10-2009) au 1/10000^e ;
- Cartes d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif 1/2 et 2/2 au 1/5000^e (Saunier Environnement du 10-09-2002) ;
- Copie de la notice explicative du zonage d'assainissement de 2004 ;
- Copie de la notice explicative du zonage d'assainissement approuvé le 31 mai 2010 (sans les annexes) ;
- Copie des fiches de travaux de raccordement retenus en mai 2010 (secteurs « Corcelles », « Prés du Bourg », « Le Maroc » et « Collonges ») ;
- Copie du plan zonage d'assainissement suite à la révision approuvée le 31 mai 2010 ;